
Compte rendu de la réunion du Conseil Municipal Du 3 avril 2006

Présents : M. Jean-Pierre JORCIN – Me Cécile BURDIN – MM. Jean-Pierre COHENDOZ – Cosme DAMÉ – Me Emma GAGNIERE – MM. Vincent GAGNIERE – Daniel GARNIER – Jacques FINIELS – Gilbert PILLOUD – Albert TOURT – Guy SUIFFET – Laurent SUIFFET

PRESENTATION PAR L'ASADAC DES DIVERSES POSSIBILITES DE STRUCTURES CONCERNANT LE SIVOM DANS LE CADRE DE LA LIAISON AVEC TERMIGNON

Messieurs PETIT et VERRIER de l'ASADAC et Monsieur NEGRELLO du Cabinet GOUTTAGNY présentent dans les 4 communes concernées une étude des possibilités de mise en œuvre d'une gestion unique du domaine skiable issu de la liaison Val Cenis-Termignon, l'objectif étant d'avoir un seul domaine et une structure d'exploitation unique.

L'autorité organisatrice, à savoir la collectivité qui a en charge l'organisation du service public (SIVOM pour Val Cenis, commune pour Termignon), a la possibilité de gérer le service soit en direct (régie comme à Val Cenis), soit par délégation (Termignon, l'entité d'exploitation est une SEM).

Deux hypothèses peuvent être envisagées :

- deux autorités organisatrices : SIVOM de Val Cenis, commune de Termignon
 - o nécessité de conclure 2 contrats de délégation de service public (éventualité de se trouver avec 2 exploitants différents)
 - o pas de consolidation économique possible entre les 2 contrats
 - o risque de manque d'harmonisation dans la gestion des contrats
(ne permet que partiellement d'atteindre l'objectif)
- une seule autorité organisatrice : structure intercommunale, soit recomposée à partir d'une entité existante (SIVOM Val cenis, SIVU Mont Froid), soit création d'un nouveau SIVU
 - o un seul contrat de délégation de service public
 - o consolidation économique entre les 2 sites
 - o harmonisation dans la gestion des 2 sites

Dans les deux cas, l'exploitation peut se faire soit en régie directe, soit par le biais d'un contrat dans le cadre d'une délégation de service public, qui permet de confier la responsabilité d'un service public à un partenaire. Selon le type de contrat (affermage ou concession), le délégataire doit supporter tout ou partie du risque d'exploitation voire d'investissement.

Une structure de type SEM peut être un outil mis en place comme entité unique d'exploitation.

- La constitution : société privée avec capitaux mixtes qui doivent être majoritairement publics jusqu'à 85%, le reste étant détenu par des personnes privées physiques ou morales (Savoie Ski Participation, banques, ESF, Syndicat hôtelier, Syndicat de commerçants...), organe de direction bicéphale (directoire et conseil de surveillance) ou plus fréquemment monocéphale (Conseil d'Administration). Toute collectivité locale doit pouvoir avoir un siège dans la société, la répartition des sièges au sein du conseil d'administration étant proportionnelle à la répartition du capital. Intervention nécessaire d'un expert comptable et commissaire aux comptes.
- Le fonctionnement :
 - Assemblée Générale des actionnaires :
 - A.G. ordinaire : approbation annuelle des comptes ⇒ décision à la majorité simple,
 - A.G. extraordinaire : prise de toutes les décisions statutaires ⇒ majorité qualifiée
 - Conseil d'Administration : toutes décisions de gestion ⇒ quorum pour chaque délibération, majorité des voix

Afin que les communes soient bien représentées, les élus siègeraient au sein de l'unité organisatrice qui serait l'actionnaire principal d'une S.E.M.

SUBVENTIONS ASSOCIATIONS

Le Conseil Municipal fixe le montant des subventions qui seront versées aux associations pour l'année 2006 :

• Association Accueil et Loisirs des Enfants en Hte Mnne	20 225.00
• Les Ateliers Rythmés de Hte Mnne	1 890.00
• Association des Conseillères Municipales de Savoie	30.50
• Club des Aînés Ruraux	500.00
• Club des Sports	5 130.00
• Croix Rouge Française	152.00
• Judo Club de Val Cenis	1 820.00
• Les Amis du Mont-Cenis	1 200.00
• Retour à l'Ecole Asie (UNICEF)	3 000.00
• Sou des Ecoles	2 199.50
• Union Athlétique Maurienne	100.00
• Comice Agricole de Maurienne	150.00
• Comité Dauphiné – Savoie Scrabble Championnat de France	700.00
• Tennis Club de Lanslevillard	150.00
• Association des Conjointes Survivants	100.00
• Fondation du Bocage	150.00
• Alzheimer Savoie	150.00

CONVENTION AVEC LA CITE DES LANGUES

Dans le prolongement des formations dispensées à l'Espace Public Multimédia, il est envisagé de mettre à la disposition de la Cité des Langues les locaux et le matériel de l'Espace Multimédia afin d'apporter des enseignements à distance et de l'auto-formation. Cette action vient compléter les formations informatiques organisées depuis 2 ans et s'inscrit dans la volonté de proposer des formations à l'échelon local.

Le projet de convention à signer avec la Cité des Langues fixe les modalités relatives à cette mise à disposition, en particulier :

- Mise à disposition des locaux à titre gratuit de façon non exclusive
- Programmation des horaires
- Mise à disposition sur le site par la Mairie de Lanslebourg Mont-Cenis, d'une personne qualifiée
- L'utilisation des équipements techniques de la Mairie est facturée 1.50 € pour chaque équipement utilisé

MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT POUR LE PROJET DE VALORISATION TOURISTIQUE DU GRAND MONT-CENIS

Le plan de financement annexé à la délibération du 9 février 2006 faisait apparaître les participations d'E.D.F. et de la Fondation du Crédit Agricole. Or ces deux organismes ne sont pas des financeurs publics. Le nouveau plan de financement intègre ces participations à l'autofinancement.

QUESTIONS DIVERSES

Le Conseil Municipal :

- décide de maintenir la navette Lanslebourg – Mont-Cenis – Susa uniquement le mardi,
- décide de mener une réflexion pour la mise en place d'un panneau lumineux d'informations,
- approuve la modification des statuts du Syndicat de Pays de Maurienne (article 8 : le syndicat est institué pour une durée illimitée à compter de la date de l'arrêté préfectoral portant création du syndicat)

- décide, pour l'agrandissement du cimetière, d'acquérir la parcelle D. 587 d'une superficie de 635 m² à Monsieur Bernard BOUVIER au prix de 12.19 € le m²,
- décide d'embaucher le personnel saisonnier suivant :
 - 3 agents des services techniques à temps complet pour une durée de 6 mois
 - 1 agent d'accueil pour la bibliothèque à raison de 42 heures par mois pour une durée de 2 mois (mai et juin)
- décide de signer le cahier des charges et la lettre de candidature à la « marque Famille Plus », label reconnu par le Ministère délégué au tourisme et destiné à valoriser les communes adhérentes ayant engagé une démarche globale en faveur de l'accueil des familles,
- prend connaissance d'une lettre de la « minorité » au sujet du projet Lyon-Turin Ferroviaire qui sollicite qu'une position soit prise par délibération avant la clôture de l'enquête publique et s'interroge sur la devenir du site si l'utilisation de la carrière du Paradis est imposée pour le dépôt des matériaux,
- est informé qu'une réunion publique d'information sur le L.T.F. et plus précisément sur la mise en dépôt de matériaux rocheux dans la carrière du Paradis se tiendra le 4 mai 2006 à 21 heures à la salle des fêtes de Lanslebourg en présence de Messieurs LEPINE et RICARD, Président et Directeur Général de LTF et d'un représentant de la Société Suisse SRP, maître d'œuvre du chantier du tunnel du Lötschberg.